

L'année 1515 figure parmi les dates emblématiques de l'histoire de France. Mais, loin d'être la grande victoire mythique magnifiée par François I^{er}, cette bataille a été gagnée sur le fil, au prix d'une véritable hécatombe

Marignan, gagnée de justesse !

« **L** histoire de Marignan, c'est aussi indéniablement l'histoire de sa légende, qui débute sous François I^{er} et perdure encore aujourd'hui dans l'imaginaire collectif. » L'historien Didier Le Fur, auteur d'une biographie de François I^{er} (1), est formel. Grande date du « roman national » bâti au cours du XIX^e par Jules Michelet et Ernest Lavisse, Marignan est perçue comme une « date qui aurait fait la France ».

Dans son ouvrage *1515, Marignan* (Éd. Perrin), Didier Le Fur déconstruit cette idée et les nombreux mythes qui y sont associés. Après avoir reconstitué la trame des événements ponctuant la bataille, l'historien s'est penché sur l'œuvre de propagande mise en place par le pouvoir royal pour faire de Marignan une victoire sans équivalent.

Dès son sacre le 25 janvier 1515 à 21 ans, le jeune François estime urgent d'asseoir sa légitimité par des conquêtes. Réaffirmant les prétentions de ses prédécesseurs Louis XII et Charles VIII, il se tourne vers le duché de Milan, alors aux mains du comte Maximilien Sforza. Après avoir payé la neutralité de l'Angleterre, scellé un traité avec le futur Charles Quint, François I^{er} s'achète les services des Vénitiens. Cinquante mille hommes sont mobilisés et franchissent les Alpes au printemps pour atteindre le sol italien et la ville de Marignan, au sud de Milan.

Devant cette imposante manœuvre, les troupes suisses ouvrent plus de seize heures d'hostilités réparties sur les 13 et 14 septembre. Malgré la destructrice artillerie française, les Suisses mettent sérieusement en



François I^{er} est adoubé par le chevalier Bayard juste après la bataille de Marignan le 14 septembre 1515. Illustration par Job extraite de l'ouvrage *Petite histoire de France* de Jacques Bainville, 1930.

péril l'avancée des troupes de François I^{er}. Au cri de « *San Marco* », c'est finalement l'allié vénitien qui vient arracher la victoire qui échappait à l'armée française.

Mais à quel prix ? Dix mille Suisses gisent sur le champ de bataille, 6 000 soldats du côté franco-vénitien. Consterné devant cette hécatombe, à l'ampleur inédite en

Occident depuis la fin de l'Antiquité, François I^{er} écrit à sa mère : « *Tout bien débattu, depuis deux mille ans n'a point été vu une si fière, ni si cruelle bataille.* » Pour marquer sa victoire, le roi prend officiellement le contrôle du Milanais et signe avec la Suisse, le 29 novembre 1516, la paix perpétuelle de Fribourg.

Tout au long de son règne (1515-1547), François I^{er} utilisera cette bataille pour sa gloire. Les péripéties des combats sont contées sur la place publique. De nombreux poèmes et des chansons, comme la fameuse *Défaite des Suisses* du chansonnier Clément Janequin au XVI^e siècle, viennent célébrer François I^{er}, comparé tantôt à César pour sa victoire sur les Helvètes, tantôt à Hannibal pour sa traversée des Alpes. C'est en particulier quand les temps sont durs que les récits de Marignan resurgissent, comme après le désastre de Pavie en 1525 où le roi, fait prisonnier, a grand besoin de redorer son blason.

Quelque peu négligée, la bataille de Marignan retrouve de sa superbe au XIX^e, particulièrement dans les arts. Elle inspire à Fragonard une imposante huile sur toile en 1836. Mais c'est sûrement grâce au petit *Lavisse*, célèbre manuel scolaire édité au début du XX^e, que le mythe de « *1515: Marignan* » s'est autant propagé. Lavisse souligne l'adoubement de François I^{er} par l'illustre chevalier Bayard, épisode dont la vérité historique fait débat. Mais qu'importe, le symbole est beau pour des écoliers à qui l'on veut inculquer la fidélité à la nation !

Reine des programmes scolaires d'un temps, Marignan, symbole d'un esprit impérialiste désormais mal considéré, s'efface progressivement des enseignements. Elle n'en reste pas moins un incontournable dans la culture populaire. Le meilleur exemple demeure certainement la leçon d'Annie Cordy chantant en 1979 : « *Quinze cent quinze, c'est épatant, Quinze cent quinze, c'est Marignan.* »

COLOMBAN JAOSIDY

(1) *François I^{er}*, Éd. Perrin (2015), 29,50 €.

ENTRETIEN GÉRARD NOIRIEL, historien (1)

« La nation France, c'est les Lumières, le culte de la raison, la croyance dans le progrès »

► Pour ce pionnier de l'histoire de l'immigration, les valeurs communes, toujours nécessaires à l'harmonie, voire à la durabilité de notre société, doivent être enseignées plus que jamais à l'école.

Après les attentats de janvier 2015, les Français font-ils encore une nation, sous-entendu une et indivisible ?

Gérard Noiriel : Je suis revenu à mes réflexions sur la question de la nation, à la suite de ce drame terroriste et des réactions qu'il a suscitées. Ce qui m'a alors frappé, c'est une certaine distance prise par rapport au vocabulaire national traditionnel, alors que la situation correspondait tout à fait aux contextes de succès politique du terme « nation » lorsqu'il exprime la volonté de faire du « vivre-ensemble », du « nous » national.

Toute la problématique de la nation, qui apparaît au XVIII^e siècle, a resurgi régulièrement, en France, lors d'événements traumatisants, principalement des guerres. Donc, dans le « *Je suis Charlie* » certes se jouait quelque part le consensus national, mais ce qui m'a frappé, c'est que dans le vocabulaire utilisé par la plupart des politiques, il y a eu un déplacement nouveau de la « nation » à la « République », d'où le titre d'un des chapitres de mon dernier livre (2).

La « nation » ne serait plus politiquement centrale ?

G. N. : La gauche a toujours préféré le vocabulaire républicain au vocabulaire national, pour ne pas dire nationaliste. Entre Jaurès et Barrès, cette différence était particulièrement nette. En janvier dernier, il était compréhensible que la volonté de François Hollande et de Manuel Valls soit d'utiliser le vocabulaire

républicain, mais nous l'avons entendu aussi du côté de la droite. Notons aussi que l'UMP s'est rebaptisée récemment « Les Républicains ». C'est le retour de la question de la laïcité, face à l'islam, qui explique sans doute cette évolution. Car autant on peut évoquer la laïcité à travers les références républicaines, autant elle n'est pas dans le registre du vocabulaire national.

La France faisait donc nation avant d'être républicaine ?

G. N. : La nation s'enracine dans un ancien vocabulaire latin : « *natio* », c'est naître. Donc, la nation désigne un groupe de personnes ayant soi-disant une origine commune. C'est au milieu du XVIII^e siècle, à l'époque des Lumières, qu'il y a une politisation du concept de « nation » qui, dès lors, définit une communauté engagée, mobilisée pour conquérir sa liberté. Au XIX^e siècle, la définition

française de la nation est attachée à l'idéal d'émancipation du peuple, de la communauté des citoyens, tandis qu'en Allemagne, la nation désigne la communauté culturelle qui se défend contre un éventuel envahisseur. Ces deux conceptions finissent par fusionner, au milieu du XIX^e siècle, et produisent la notion de « nationalité », surtout à partir du romantisme, de Michelet, de la monarchie de Juillet (1830-1848).

Comment l'idéal de nation peut-il encore participer, aujourd'hui, au vivre-ensemble ? Quel rôle peut jouer l'école ?

G. N. : La France, patrie de l'universel : cette idée est très nette chez Michelet qui dit aussi que la France ne peut être elle-même qu'en changeant, en intégrant de façon dialectique la lutte des contraires. Pour Michelet, la nation France, c'est les Lumières, le culte de la raison, la

croyance dans le progrès, dans une évolution sans fin. Pour lui, la France est devenue une nation le 14 juillet 1790, lors de la fête de la Fédération. Ce rassemblement est le mythe fondateur de la nation française dont les valeurs communes, ancrées dans la Révolution et la pensée des Lumières, sont la raison, les droits de l'homme et du citoyen, l'abolition de l'esclavage et le principe d'égalité sociale. Ces valeurs ont toujours été un enjeu de luttes. Elles doivent être enseignées, plus que jamais, à l'école, dans leur vérité historique, mais aussi nourrir la culture diffusée par les médias et les responsables politiques de notre... nation.

RECUEILLI PAR ANTOINE PEILLON

(1) Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

(2) Auteur de plus d'une vingtaine de livres, il a publié dernièrement : *Qu'est-ce qu'une nation ?*, Éditions Bayard, 2015, 10 p., 14 €.